

Chères et chers collègues,

À la suite du courrier que nous avons adressé au nouveau président du Directoire pour demander l'ouverture urgente d'une négociation spécifique face à la flambée du prix des carburants, la Direction nous a transmis sa réponse.

En résumé, la Direction oppose un refus à toute négociation spécifique et renvoie le sujet aux NAO.

Voici les principaux points retenus dans son retour :

Pas de mesure spécifique « carburant » : La Direction applique la position commune du réseau des Caisses d'Épargne. Elle refuse de négocier une mesure d'urgence liée au contexte géopolitique au Moyen-Orient et estime que la question du pouvoir d'achat doit s'inscrire uniquement dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), qui débutent au niveau de la branche et de la CEGEE.

Rappel des mesures 2026 : Le président soulève les revalorisations déjà accordées cette année à la suite de la NAO 2026 :

Une augmentation globale de 2,7 % (1 % d'augmentation générale et 1,7 % de mesures individuelles).

Un supplément d'intéressement de 400 € et un abondement exceptionnel du PEE de 300 €.

Distribution record liée aux résultats 2025 : Grâce aux excellents résultats de 2025, l'intéressement moyen par salarié a progressé de 975 € par rapport à l'exercice précédent, ce qui place la CEGEE au 2^e rang des Caisses d'Épargne en matière de redistribution.

Incertitudes et risques pour la suite : Tout en indiquant que les résultats en cours devraient se traduire dans les rémunérations, la Direction alerte sur une hausse forte du niveau de risque au 2^e trimestre 2026, liée aux difficultés économiques de certains clients.

L'analyse de votre syndicat UNSA :

Si la Direction met en avant la redistribution passée liée aux résultats 2025, elle refuse de répondre à l'urgence quotidienne à laquelle font face les salariés qui prennent leur véhicule pour aller travailler. Renvoyer la prise en charge des carburants aux futures NAO sans garantie de calendrier ni de budget dédié n'apporte aucune solution immédiate à la dégradation de notre pouvoir d'achat.

Nous resterons donc particulièrement exigeants lors des NAO à venir pour faire valoir la réalité des dépenses des collaborateurs.

